

## CONVENTION SPÉCIFIQUE

DANS LE CADRE DU PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE  
L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2  
&  
L'INSTITUT CATHOLIQUE DE LYON

**Master mention droit des affaires, parcours Droit du marché digital et des données**

### ENTRE D'UNE PART :

**L'Université Lumière Lyon 2,**

Pour le compte de la composante Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié  
Située 18 quai Claude Bernard – Lyon 7ème  
Représentée par Nathalie DOMPNIER, Présidente  
Et désignée ci-après « ULL2 »

### ET D'AUTRE PART :

**L'Institut catholique de Lyon,  
Pour sa Faculté de droit**

Située 10, place des Archives – 69002 Lyon  
Représentée par Pr Olivier ARTUS, Recteur  
Ci-après dénommé « ICLy »

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1. Objet de la convention

Dans le cadre du partenariat entre l'ULL2 et l'ICLy formalisé par la convention cadre signée entre les parties en date du 6 juin 2022, la présente convention a pour objet de formaliser la gestion de la formation de master, mention droit des affaires, parcours Droit du marché digital et des données (ci-après la « **Formation** »).

#### Article 2. Interlocuteur ICLy

L'ICLy désigne parmi ses effectifs une personne qui assure le suivi pédagogique quotidien de la Formation et qui est l'interlocuteur privilégié du Président du jury (ci-après le « **Responsable ICLy** »). L'ICLy peut, s'il le souhaite, désigner un Responsable ICLy différent pour la 1<sup>ère</sup> année et la 2<sup>ème</sup> année de la Formation.

#### Article 2. Conditions d'accès à la Formation

##### **2.1. Capacités d'accueil**

Les inscriptions d'étudiants de l'ICLy au sein de la Formation sont acceptées dans la limite des capacités d'accueil suivantes définies pour l'année universitaire 2022/2023 : 25 étudiants maximum par année de la Formation.

Conformément à l'article 3 de la convention cadre de partenariat pédagogique entre l'ULL2 et l'ICLy, le comité de suivi de la Formation définit, avant le 31 octobre de chaque année universitaire, les effectifs maximums à inscrire pour chaque année de la Formation à l'occasion de la rentrée de l'année universitaire suivante. Les effectifs ainsi définis sont portés dans le relevé de décision du comité, signé par la Présidente de l'Université et transmis à chacune des parties pour mis en œuvre.

##### **2.2. Conditions d'accès**

Le Président du jury et le Responsable ICLy procèdent ensemble à la sélection des étudiants qui intègrent la Formation dans le respect et avec l'aval des instances compétentes.

Sont autorisés à candidater en vue d'une inscription à l'ULL2 et l'ICLy pour la préparation de la Formation les titulaires des diplômes suivants :

- Pour la première année de la Formation :
  - o Une Licence en Droit (droit public ou droit privé) française, un diplôme étranger équivalent, ou tout autre diplôme considéré comme équivalent ;
  - o Les professionnels ayant obtenu une validation d'acquis.
- Pour la deuxième année de la Formation :
  - o Les étudiants préalablement inscrits en première année de la Formation et autorisés à poursuivre en deuxième année.
  - o Les étudiants ayant validé une première année de master en droit français, un diplôme étranger équivalent ou tout autre diplôme considéré comme équivalent ;
  - o Les professionnels ayant obtenu une validation d'acquis.

### **Article 3. Modalités pédagogiques**

#### **3.1. Programmes**

*Cf. maquette figurant en annexe de la présente convention spécifique.*

#### **3.2. Liste des enseignants**

Chaque année universitaire, avant le démarrage des cours, le Responsable ICLy adresse par courriel au Président du Jury la liste exhaustive des enseignants qui interviennent au sein de la Formation en précisant pour chacun leur nom, leur prénom, leur adresse mail, un numéro de téléphone et le ou les matières enseignées. Le Président du jury et le Responsable ICLy s'assurent que les enseignants disposent des qualités et compétences pour enseigner au sein de la Formation.

#### **3.3. Modalités de contrôle des connaissances et des compétences**

Elles sont soumises au vote annuel de la CFVU de l'ULL2 qui les valide et sont transmises par l'ULL2 à l'ICLy dans la semaine suivant leur adoption.

#### **3.4. Modalités de suivi pédagogique de la Formation**

Les étudiants de la Formation suivent les cours à l'ICLy, conformément à la maquette figurant en annexe de la présente convention spécifique. Les enseignements sont dispensés en français et en anglais. L'un des deux semestres de chaque année du parcours peut être effectué dans l'un des universitaires partenaires de l'ICLy.

Conformément à l'article 4.3. de la Convention cadre :

- Les examens se déroulent dans les locaux de l'ICLy, aux dates fixées par l'ICLy (en conformité avec le calendrier annuel déterminé par l'ULL2), sous sa responsabilité, en particulier en termes de surveillance.
- Les propositions de sujets d'examen terminal sont établies par les enseignants de l'ICLy.
- Les sujets de fin de semestre en contrôle continu sont définis par les enseignants de l'ICLy. Les sujets donnés doivent en tout état de cause être conformes aux exigences académiques dont l'ULL2 est garante ainsi qu'aux modalités de contrôle des connaissances et des compétences telles qu'arrêtées par la Commission formation et vie universitaire de l'ULL2.

Dans cette optique, sur simple demande adressée par courriel par le Président du Jury et/ou par l'enseignant correspondant de l'ULL2, chaque enseignant de la Formation devra adresser en réponse dans les meilleurs délais, directement ou par l'intermédiaire du Responsable ICLy, le syllabus de son cours et/ou son projet de sujet d'examen (en fonction du ou des documents demandés).

### **Article 4. Mutualisation des enseignements**

Le Président du Jury et le Responsable ICLy déterminent en début de chaque année universitaire les enseignements de la Formation qui seront mutualisés ainsi que les modalités de la mutualisation.

### **Article 5. Processus disciplinaire**

Les étudiants relèvent de la section disciplinaire de l'établissement délivrant le diplôme dans les conditions prévues aux articles R712-11 et R811-10 et suivants du code de l'éducation. Une procédure disciplinaire interne à l'ICLy permet une identification des manquements et le prononcé éventuel de sanctions internes conformément à ladite procédure avant transmission à la Faculté de Droit de l'ULL2

et sans préjudice aucun de la procédure disciplinaire propre à l'ULL2 en application notamment du règlement des études de l'ULL2 et des précisions qui figurent en annexe 2 de la présente.

**Article 6. Durée – Modification – Résiliation.**

### 6.1. Durée et date d'effet

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 01/09/2022. Elle sera renouvelée tacitement par période d'un an dans la limite de la durée du contrat quinquennal en cours, soit jusqu'au 31/08/2027.

## 6.2. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation des instances compétences des parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Toutes les dispositions de la convention cadre conclue entre l'ULL2 et l'ICLy et non expressément modifiées par la présente convention spécifique demeurent applicables et continuent à produire pleinement leurs effets.

### 6.3. Résiliation

La présente convention spécifique pourra être résiliée pour tout motif.

La Partie désireuse de résilier la convention spécifique devra notifier son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le 30 mars de l'année universitaire en cours, pour une prise d'effet de la résiliation à compter du 1<sup>er</sup> septembre de l'année universitaire suivante.

La résiliation ne pourra en effet intervenir en cours d'année universitaire.

## Article 7. Règlement des litiges

Toute contestation ou tout litige portant sur l'interprétation et l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'un accord amiable entre les Parties trouvé dans un délai de trois mois suite à la saisine de la Partie la plus diligente, devant le tribunal administratif de Lyon, à qui elles attribuent juridiction.

Fait à Lyon le .../.../... en deux exemplaires

Pour l'ULL2	Pour l'ICLy
Nathalie DOMPNIER, Présidente	Pr Olivier ARTUS, Recteur

# Annexe 1 : Maquette pédagogique de la Formation (cf fichier Excel joint).

Composante		FOND - Faculté de Droit Julie-Victoire Daublé		Mention		M - Mention		Groupes		Heures	
Mention		MASTER Mention droit des affaires		Mention		M - Mention		0		0	
Parcours		Droit du marché digital et de la donnée - CONV UCLY		Parcours		TR - Transversale		0		0	
Type (P/F/C/alternance)		Mixte		Type (P/F/C/alternance)		RFC - Recettes de FC		0		0	
Inscrits		25		Inscrits		RA - Recettes d'apprentis		0		0	
						RP - Recettes propres aut		0		0	

  

ULLYSEUR Windows:

Non = non mutuelisé

Mix = mutuelisé mais non porté par un autre enseignement

Numéro	UE		Code Enseignement	Enveloppe	Libellé enseignement	Section CNU de l'enseignement	Obligatoire ou optionnel	Nb choix	type d'activité pédagogique	Heures de formation pour l'étudiant.e	Nb inscrits	Capacité groupe	Portage extérieur	Mention, parcours, établissement extérieur porteur	Nb de groupes	Nb heures effectives de suivi pédagogique	Total heures effectives	Total HETD
	Nom	ECTS																
Semestre 1	UE1.1	6	Fondamentaux - Droit des affaires		Droit des faillites		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
	UE1.2	6	Propriété intellectuelle et gouvernance dans l'environnement		Intellectual property		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
Semestre 2	UE2.1	6	Fondamentaux - Droit des affaires		Droit des faillites		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
	UE2.2	6	Propriété industrielle et e-finance		Intellectual property		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
Semestre 3	UE3.1	6	Fondamentaux - Droit des affaires		Droit des faillites		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
	UE3.2	6	Propriété industrielle et e-finance		Intellectual property		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
Semestre 4	UE4.1	6	Fondamentaux - Droit des affaires		Droit des faillites		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
	UE4.2	6	Propriété industrielle et e-finance		Intellectual property		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
Semestre 5	UE5.1	6	Fondamentaux - Droit des affaires		Droit des faillites		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
	UE5.2	6	Propriété industrielle et e-finance		Intellectual property		Obligatoire		CM	20	25	25	Mutuelisé	DISPENSE A UCLY	0	0	0	0
Total		30								450,0	250,0				0	0	0	0

Composante	Groupes	Heures
Mention	M - Mention	0
Parcours	TR - Transversale	0
Type (R/FC/alternance)	RFC - Recettes de FC	0
Inscrits	RA - Recettes d'apprentissage	0
	RP - Recettes propres aux	0

FMD - Faculté de Droit-Julie-Victoire Daubié
MASTER Mention droit des affaires
Droit du marché digital et des données - CONV UCLY
Mike
25

M2
P1

Utilisateur Windows:  
Mtd + ext = mutuelé mais non porté  
par un autre enseignement

UE		Code Enseignement		Enveloppe		Libellé enseignement		Section d'enseignement		Obligatoire ou optionnel		No choix		Type d'activité pédagogique		Heures de formation pour l'étudiant.e		Nb inscrits		Capacité groupe		Portage extérieur		Mention, parcours, établissement extérieur porteur		Nb de groupes		Nb d'heures effectives enseignement pédagogique		Nb d'heures Total heures effectives		Total HETD				
Numéro	Nom	ECTS	Type																																	
Semestre 1	UE1.1	6	Obligatoire	EPL 1A		Droit de la domèe 3 (données publiques - ops)	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
				EPL 1B																																
				EPL 1C																																
				EPL 1D																																
	UE1.2	6	Obligatoire	EPL 2A		Sécurité des transactions : smart contract, block	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
EPL 2B	Obligatoire	CM	20	25			25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
EPL 2C	Obligatoire	TD	15	25			25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
UE1.3	6	Obligatoire	EPL 3A		International transfer of data	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
EPL 3B	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
EPL 4A	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
UE1.4	6	Obligatoire	EPL 4B		Enjeux de la transformation numérique de la société	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
EPL 4C	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
EPL 4C	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Semestre 2	UE1.5	6	Obligatoire	EPL 5A		Machine learning et data mining	Obligatoire	TD	15	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
				EPL 5B			Obligatoire	TD	15	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
				EPL 5C			Obligatoire	CM	15	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
							Obligatoire	CM	15	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		30																																		
Semestre 2	UE2.1	6	Obligatoire	EP2.1A		Droit de la domèe - 4 (valorisation de la donn)	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
				EP2.1B			Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
				EP2.2A			Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				EP2.2B			Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	UE2.2	6	Obligatoire	EP2.3A		Droit de la consommation et numérique	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
EP2.3B	Obligatoire	CM	20	25			25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
EP2.4A	Obligatoire	CM	20	25			25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
UE2.4	6	Obligatoire	EP2.4B		Compétition law and digital environment	Obligatoire	CM	20	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
	Obligatoire	CM	20			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
UE2.5	6	Obligatoire	EP2.5A		Expérience de terrain - Rapport	Obligatoire	PROJUV	40.0	25	25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
EP2.5B	Obligatoire	CM	10			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	Obligatoire	CM	10			25	25	DISPENSE A L'CLV		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
	30																																			

## Annexe 2 : Annexe au règlement intérieur de la Faculté de Droit relative à la procédure disciplinaire :

L'étudiant se doit d'avoir un comportement loyal, respectueux des enseignants, du personnel administratif et de service, des autres étudiants, de toute autre personne avec laquelle il est amené à être en relation dans le cadre de ses études, des locaux, de l'Institution et des textes en vigueur au sein de la Faculté de Droit de l'UCLy et de la Faculté de Droit de l'Université partenaire, le cas échéant, notamment relatifs aux fraudes commises lors des examens.

Pour rappel, en vertu de l'article L. 112-2 du Code de la propriété intellectuelle, les enseignements diffusés sur les différents outils numériques de l'UCLy (supports écrits, visioconférences, vidéos etc. diffusés sur Moodle, Teams et autres applications) sont protégés par le droit d'auteur.

Pendant les examens (épreuves de contrôle continu et épreuves d'examens terminaux) :

- Les étudiants ne doivent communiquer ni entre eux ni avec l'extérieur. Les téléphones portables ainsi que tous les appareils permettant des échanges ou la consultation d'informations sont interdits (montres connectées notamment). Ils doivent être éteints et rangés dans les sacs.
- Lorsque l'utilisation d'un code/document est autorisée, aucune forme d'annotation n'est permise (ni chiffres, ni lettres, ni aucun signe distinctif).

Le plagiat commis dans le cadre de la rédaction d'une copie d'examen, d'un mémoire, rapport, dossier ou autre projet, notamment professionnel, est assimilé à une fraude aux examens.

Un outil informatique de détection du plagiat est mis en place par l'UCLy. La Faculté de droit se réserve la possibilité d'y avoir recours en cas de suspicion de fraude.

L'étudiant est tenu d'insérer et de signer l'engagement de non plagiat suivant en première page de tous ses rapports, mémoires ou dossiers :

« Le plagiat de documents ou d'une partie de document quel qu'en soit le support, y compris internet, constitue une violation des droits d'auteur et une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à ne pas recopier sans guillemet un auteur et à citer toutes les sources utilisées ».

Tout comportement contraire à l'une ou plusieurs de ces obligations – y compris à l'occasion d'un stage – pourra faire l'objet de la procédure disciplinaire suivante :

L'étudiant est convoqué devant la Commission disciplinaire, au moins 15 jours avant sa réunion, par un courriel adressé par l'attaché de direction de la Faculté l'informant de la mise en place d'une procédure disciplinaire à son encontre. Il est précisé dans le courriel que l'étudiant peut être accompagné par la personne de son choix et avoir accès au procès-verbal constatant la fraude, le cas échéant.

Lors de la réunion de la commission, qui statue à huis clos, le Président procède à la lecture de la partie du règlement de scolarité relative à la procédure disciplinaire et rappelle les faits reprochés. Les membres de la Commission entendent les observations de l'étudiant, et auditionnent les éventuels témoins. Les membres de la Commission font à leur tour leurs observations et peuvent poser des questions à l'étudiant. L'étudiant est invité à répondre et a la possibilité de s'exprimer en dernier.

La commission délibère et adopte une éventuelle sanction sur la base d'un vote à la majorité simple (à l'exclusion des témoins éventuels), immédiatement et en dehors de la présence de l'étudiant, invité à quitter la salle. Il peut décider de toute sanction proportionnée aux faits, notamment, et avec possibilité de cumul :

- Avertissement.
- Blâme. Un second blâme conduit à l'exclusion immédiate et définitive de la Faculté de Droit de l'UCLy.
- Exclusion immédiate, temporaire ou définitive, de la formation concernée.
- Interdiction temporaire ou définitive de se réinscrire à la Faculté de Droit de l'UCLy.
- Exclusion immédiate, temporaire ou définitive, de la Faculté de Droit de l'UCLy.
- Mesure alternative : participation bénévole à des activités pédagogiques et/ associatives de l'Université, pour un maximum de 10 heures.
- Affectation d'un 0/20 à l'épreuve ou au contrôle continu (moyenne de travaux dirigés).

Les éventuelles sanctions votées sont indiquées oralement à l'étudiant, invité à entrer de nouveau dans la salle. L'étudiant est informé de ce que la ou les sanctions est/sont mentionnée(s) dans son dossier. Les avertissements, blâmes et mesures alternatives sont effacés au terme d'un délai de trois ans si aucune autre sanction n'est prononcée au cours de cette période.

Dans les 15 jours de la réunion de la Commission, un compte-rendu est rédigé par le Président et notifié par l'attaché de direction à l'étudiant auquel il est précisé qu'un recours est possible devant le Recteur de l'UCLy.

La Commission informe, le cas échéant, le Doyen de la Faculté de Droit de l'Université avec laquelle le diplôme concerné est en convention, de chacune de ses réunions et lui en transmet un compte-rendu. Le Doyen de

l'Université partenaire portant le diplôme dans lequel est inscrit l'étudiant concerné apprécie l'opportunité de saisir la section disciplinaire de ladite Université.

Lorsque l'étudiant concerné est en provenance d'une Université partenaire internationale et effectue une mobilité à la Faculté de Droit, son Institution d'origine est informée par les voies idoines de la procédure et des mesures prises.